

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Non soutenu

N° CF560

AMENDEMENT

présenté par
M. Damien Girard, Mme Chatelain et Mme Catherine Hervieu

ARTICLE 49**ÉTAT B****Mission « Défense »**

null

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Environnement et prospective de la politique de défense	0	0
Préparation et emploi des forces	100 000 000	0
Soutien de la politique de la défense	0	100 000 000
Équipement des forces	0	0
TOTAUX	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le rapport d'information N°1564 « De la professionnalisation à l'hybridation, pour une transformation de notre défense » des députés Thomas Gassilloud et Damien Girard souligne que le retour d'expérience du conflit ukrainien et l'évolution des conflits contemporains imposent l'acquisition de capacités renouvelées de frappe dans la profondeur opératif et stratégique pour

l'armée de Terre, ainsi que le souligne également le rapport d'information N°1356 « L'artillerie à l'aune du nouveau contexte stratégique ». À titre comparatif, la Corée du Sud emploie environ 200 lance-roquettes K-239, la Pologne engage l'acquisition de 290 Chunmoo et 500 type HIMARS, le Royaume-Uni et l'Allemagne, aux situations similaires à la France, visent un parc de 76 lanceurs. Les Armées estiment quant à elles leur besoin à 48 lanceurs.

L'acquisition au plus vite d'une capacité renouvelée de frappes dans la profondeur de 48 systèmes est donc une priorité, par exemple avec la solution « Foudre » développée par la société Turgis & Gaillard.

Le présent amendement vise donc à porter cette proposition des deux rapporteurs en ponctionnant 100 millions d'euros en AE et CP à l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212 « Soutien de la politique de la défense » au bénéfice de l'action 9 « Frapper à distance » du programme 146 « Équipement des forces ».

Les signataires appellent le Gouvernement à lever le gage et soulignent que cette mesure peut être financée par plusieurs propositions issues du rapport d'information (transformation de Sentinelle, fin du Service National Universel...) et un effort budgétaire modéré.